

Considérations sur la situation globale – Assemblée plénière de construction-suisse

Exposé de Kaspar Villiger du 10 novembre 2011

Introduction

Mesdames, Messieurs,

L'importance de la branche de la construction pour notre pays m'est bien connue et je sais pertinemment qu'elle est structurée avant tout de petites et de moyennes entreprises (PME). C'est bien volontiers que j'ai accepté votre invitation car ayant moi-même dirigé une PME pendant 23 ans, j'ai envie de me retremper dans cette atmosphère. Je sais apprécier à sa juste valeur votre geste en conviant à votre assemblée un représentant de la Bahnhofstrasse, malgré les vives critiques auxquelles les grandes banques sont exposées actuellement. Par ce geste, vous êtes apparemment conscients du fait que l'opposition souvent provoquée entre la place industrielle et la place financière est une farce. Il est erroné de dire qu'il y a opposition, car les deux places profitent beaucoup l'une de l'autre. Notre pays repose sur des bases solides, il est doté d'une économie solide et les Suisses sont très économes. Il est un site optimal, également pour une grande banque à vocation internationale. A l'inverse, le pays et l'économie profitent eux aussi de la place financière dans une mesure significative pour notre bien-être. Permettez-moi d'attester ce phénomène à l'aide de quelques chiffres. La part de la place financière dans l'activité économique avoisine 11% et elle s'élève à 12-15% des recettes fiscales. En Suisse, 230'000 personnes travaillent directement et 300'000 autres indirectement pour le secteur financier. Selon nos estimations, les capitaux placés par des clients étrangers qui ont choisi notre pays en raison de sa place financière internationale ont entraîné une baisse des intérêts de 0,5-1%, ce qui peut être attesté, chiffres à l'appui. Vous pouvez mesurer l'importance que cela revêt pour les crédits et hypothèques octroyés aux PME. Permettez-moi également de vous fournir quelques chiffres sur UBS qui compte 23'000 collaborateurs. Il est ainsi le troisième pourvoyeur d'emplois du secteur privé après Migros et Coop. Dans nos 300 succursales, nous assurons le suivi de 2,5 millions de clients privés et de plus de 1000 caisses de pension. Les crédits d'exploitation et les hypothèques octroyés par UBS aux entreprises suisses totalisent environ 40 milliards de francs. Rien qu'en 2009, l'Investmentbank a effectué des opérations de reprises d'entreprises et des transactions sur fonds propres et fonds de tiers à hauteur de 48 milliards de francs. UBS s'approvisionne en produits pour plus de 2 milliards de francs par an par le biais de 10'000 fournisseurs. 40% des PME sont nos clients. Grâce à notre présence dans 50 pays et à un réseau global de banques correspondantes, nous proposons des prestations intégrales aux entreprises suisses exportatrices. Nous assurons le suivi de 7'400 entreprises rien que pour les financements commerciaux et à l'exportation. De plus, nous fournissons aux autres banques suisses des prestations incontournables. Les deux grandes banques à elles seules contribuent à hauteur de 4 % du PIB environ.

Vous voyez donc qu'UBS, couverte d'insultes, fournit des prestations haut de gamme dont la Suisse ne peut se passer. Elle peut garantir la qualité requise uniquement par sa présence à l'échelon international en s'appuyant sur des spécialistes reconnus partout.

Vous aurez compris qu'UBS est importante pour la Suisse. Mais à l'inverse, la Suisse est également importante pour UBS. Avec 40% du produit d'exploitation en 2010, les opérations suisses constituent un pilier indispensable pour notre banque et c'est pourquoi nous nous employons à y apporter tout le soin voulu. Comme vous pourrez le constater, il n'y a pas de contraste entre les PME et la Bahnhofstrasse.

Il va de soi que je n'entends pas éviter les questions désagréables. Les pertes essuyées par la banque à Londres n'auraient jamais dû se produire. Cela m'a bien évidemment choqué au même titre que l'opinion publique, les investisseurs, les clients et les collaborateurs. Soyez assurés que cette affaire désastreuse fait l'objet d'enquêtes au peigne fin à tous les échelons. Nous en tirerons les conséquences sans faire de compromis. Oswald Grübel à qui la banque doit beaucoup en a assumé les responsabilités et s'est retiré de ses fonctions, ce qui a été un signal fort. Dans l'intervalle, la banque a maîtrisé cette perte sans problème, ce qui atteste sa force. La perte dissimule l'énorme chemin parcouru par la banque au cours de ces deux ans et demi: élimination des charges antérieures, huit trimestres consécutifs de bénéfice, constitution impressionnante de capital, réduction significative du bilan et diminution des risques. Nos collaborateurs ont fait des prouesses. Mais bien entendu, nous n'avons pas oublié que la Confédération et la Banque nationale suisse (BNS) nous ont apporté leur appui financier et nous leur en sommes très reconnaissants. Mais tout ceci n'aurait servi à rien sans nos fidèles clients. J'aimerais aussi les en remercier.

Même si la Suisse a très bien maintenu sa position lors de cette crise, notre population sent que les événements se produisant dans ce monde interconnecté les touchent aussi d'une manière ou d'une autre. Les acquis semblent tout d'un coup en péril. On a l'impression qu'un ordre du monde affaibli par l'âge s'écroule sans qu'un ordre nouveau ait déjà surgi. Les pays industrialisés occidentaux, faisant partie des Etats riches, ne semblent plus être en mesure de mettre un terme à leur spirale d'endettement provoquée par leur propre faute.

Les problèmes au sein de l'UE sont particulièrement aigus, même si la situation aux Etats-Unis n'est guère meilleure. Je voudrais

- commenter la situation au sein de la zone Euro
- illustrer les conséquences en résultant pour la Suisse
- et ébaucher des recettes indiquant comment la Suisse peut se protéger des retombées par trop négatives.

Difficultés au sein de l'UE

Les événements dans l'UE touchent de plein fouet les marchés financiers. Les hauts et les bas du climat d'investissement sont en relation avec le cortège de nouvelles désastreuses émanant des capitales européennes.

Je voulais commenter les décisions du sommet européen du 26 octobre 2011.

En principe, la voie choisie comme mesure à la crise est envisageable. Mais maintenant déjà, il n'est pas certain que les mesures arrêtées s'avèrent suffisantes. Même si l'on injecte de plus en plus d'argent comme filet de sécurité, les problèmes ne pourront être résolus à la longue. Les causes fondamentales de la crise ne seront pas éliminées.

Déjà lors de l'introduction de l'Euro, les économistes avaient relevé que la zone Euro ne remplissait pas les conditions économiques pour une monnaie unique. Pour le dire de manière simplifiée: un espace monétaire a besoin de s'appuyer sur des mécanismes efficaces pour compenser les déséquilibres, tels que mobilité de la main-d'œuvre, transferts et politique financière unique. Mais tous les éléments à portée de main ne sont pas suffisants. A cela s'ajoute apparemment le manque de compétitivité de certains Etats, qui ne sont plus à même de corriger les déséquilibres par des dépréciations. Une correction de ces lacunes n'est pas en vue dans un proche avenir.

A mon avis, la solution proposée par la plupart des politiques de l'UE en vue d'un renforcement de la centralisation est erronée. Un tel processus désresponsabilisera les Etats faibles; ils seront dégradés comme pays recevant des ordres et étant sous contrôle strict. Ils n'auront plus guère la force de s'auto-médicamenter, ce qui accentuera la morosité au sein de l'UE.

Les Etats concernés ne semblent pas entreprendre les mesures nécessaires de déréglementation, sans lesquelles une augmentation de la productivité qui soit suffisante ne peut être envisagée. Vous voyez que mon optimisme est mitigé.

Inutile de dire que l'économie péclotante de l'UE ne sera pas sans affecter la nôtre.

III

Retombées pour la Suisse

Contrairement à la zone Euro, la Suisse a très bien surmonté la crise jusqu'ici. Les chiffres de référence macro-économiques sont en comparaison encore excellents, mais cette situation pourrait se modifier dans un proche avenir. Nombreux sont les investisseurs à se rabattre sur le franc suisse « en tant que point d'ancrage sûr », car l'endettement public est préoccupant et les perspectives de croissance de l'économie mondiale se sont assombries. Apparemment, notre pays est perçu comme place attrayante pour les investisseurs. Cette évolution est en fait un compliment pour notre pays, car le franc est un signe infailible de la solidité de notre économie.

En moyenne, le franc s'est apprécié d'environ 1% en termes réels par année, évolution qui a finalement renforcé notre place économique. La cherté de notre monnaie a contraint nos entreprises à se concentrer sur des produits et prestations à forte valeur ajoutée de même qu'à rationaliser la production et, finalement, à innover. Tout ceci a des retombées positives pour notre bien-être à long terme. Mais si le franc fait tout à coup des bonds comme lors des derniers mois, les entreprises à l'exportation et les fournisseurs pourront rencontrer de sérieuses difficultés.

Jusqu'à tout récemment, l'économie à l'exportation affichait - étonnamment – une résistance à toute épreuve, principalement pour deux raisons:

- 1) la vive demande à l'exportation a en partie compensé l'appréciation du franc. C'est surtout la demande des Etats BRIC et de petits pays asiatiques en plein essor qui a stimulé l'activité. En effet, la moitié de la croissance des exporta-

tions enregistrée ces deux dernières années est à mettre au compte de ces pays

- 2) la structure du secteur des exportations s'est sensiblement modifiée au cours des vingt dernières années. La part des produits et prestations à forte valeur ajoutée n'a cessé de s'accroître. Ainsi, la part des produits pharmaceutiques, qui se situait à 10% en 1999, a augmenté pour représenter quasiment un tiers du total des exportations en 2009.

Les problèmes conjoncturels auxquels sont exposés les pays important nos produits et les considérables variations des taux de change des derniers mois sont de plus en plus un facteur de risque pour notre économie. Ainsi, les prévisions de nombreuses entreprises semblent s'être assombries en peu de temps. Il faut s'attendre à ce que la branche de la construction se ressente également de cette évolution, quoique avec un certain décalage.

La Banque nationale suisse (BNS) a pris la bonne décision en intervenant sur les marchés, car elle est bien entendu consciente de l'importance des exportations pour l'ensemble de notre économie. Son geste a été crédible. Elle administre des médicaments forts qui auront sans doute de notables effets secondaires à long terme. Mais il faut s'en accommoder compte tenu de l'acuité du problème. Le franc qui actuellement s'échange à 1,20 par Euro est encore surévalué et cela ne résout le problème qu'en partie.

Dans les débats publics, on met en relation l'appréciation de notre monnaie surtout avec des problèmes au sein de l'industrie à l'exportation. Dans ce processus de réflexion, on oublie fréquemment les bienfaits des banques opérant à l'échelle internationale. Bien au contraire, on leur reproche même d'exercer, à leur avantage, une pression à la hausse sur le franc. Ce reproche n'est pas justifié pour trois raisons. Premièrement, les grandes banques pâtissent, au même titre que l'industrie à l'exportation, de la force du franc suisse, car la plupart des revenus est enregistrée en monnaies étrangères. Vu l'évolution des taux de change, ces revenus reculent alors que dans le même temps, une large part des coûts doit être payée en francs. Deuxièmement, les francs suisses gérés par les banques suisses sur mandat de leurs clients ne sont en mesure de n'influencer son cours que de manière marginale compte tenu de l'énorme volume de notre monnaie administré à l'étranger. Et troisièmement, si les entreprises devaient rencontrer des problèmes en Suisse en raison de la cherté du franc, les correctifs de valeur éventuellement nécessaires frapperaient de plein fouet les banques compte tenu des énormes volumes de crédits impayés.

Le marché immobilier est pointé du doigt comme autre facteur de risque. Je ne m'y arrêterai que brièvement, car Monsieur Neff abordera cette question en fin connaisseur qu'il est de ce marché. Selon nos économistes, il ne faut pas parler d'une bulle immobilière généralisée, mais de quelques «hot spots» régionaux. La demande est énorme et la situation financière des acquéreurs est dans l'ensemble solide. Mais économiquement parlant, des taux d'intérêt trop bas renferment toujours le risque de distorsions avec des corrections s'avérant souvent douloureuses. C'est ainsi qu'a surgi la crise des subprimes.

C'est pourquoi nous sommes appelés à être vigilants en suivant de tout près l'évolution future. Au deuxième trimestre, les permis octroyés pour la construction de logements ont bondi d'environ 40%, alors que dans des communes de plus de

10'000 habitants, la hausse frôlait même les 80% et ce, en comparaison avec l'année précédente. C'est certainement un signal qui réclame toute notre attention.

IV

Se refocaliser sur nos forces : pour une politique garantissant l'attractivité de notre site

En ce moment, nous nous focalisons sur les problèmes de la crise à court terme. Néanmoins, il convient de ne pas perdre de vue les facteurs de succès à long terme et les conditions à réunir pour être performants.

Nous sommes tributaires de marchés ouverts en tant que pays exportateur. En période de crise économique, les politiques tendent à prendre des mesures protectionnistes sans songer qu'en ce faisant, ils nuisent à l'économie globale et qu'ils se ferment toutes les portes. Une étude réalisée par le professeur Simon Evenett de l'Université de St-Gall a examiné les effets de ces mesures sur le commerce mondial. Ses conclusions sont pour le moins préoccupantes: les Etats sont de plus en plus nombreux à tenter de stopper la concurrence étrangère en érigeant des barrières commerciales. Ce faisant, ils veulent prétendument protéger le marché intérieur. On recense environ 200 mesures protectionnistes arrêtées dans le monde depuis le sommet du G20 de novembre 2010. Ceci va à l'encontre de ce qui a été prêché lors de ce sommet. 136 de ces mesures concernent directement les intérêts commerciaux de la Suisse.

A la longue, la Suisse ne sera plus en mesure de soutenir cette lutte. Aussi la question suivante se pose-t-elle pour notre pays : sur quel fondement repose notre bien-être ?

Selon l'expérience, une économie libérale est une *conditio sine qua non* pour le bien-être. C'est une constante historique et cela s'avère être particulièrement exact / valable pour notre pays. Dans notre petit pays dont la population équivaut à une ville chinoise de grandeur moyenne, nous ne pouvons travailler à notre bien-être supérieur à la moyenne qu'en échangeant des biens et des services avec l'étranger.

Les développements technologiques, l'abaissement continu des barrières commerciales ainsi que les transports rapides à prix avantageux ont débouché sur une mobilité des facteurs de production dont une telle intensité n'a jamais été rencontrée auparavant. Il en résulte un énorme potentiel de croissance par la répartition du travail, mais entraîne une intensification de la concurrence entre les sites économiques. Vu que tous les facteurs de production sont très mobiles dans notre environnement global libéralisé, ils peuvent être délocalisés en tout temps sur des sites prétendument meilleur marché. C'est pourquoi la concurrence est acharnée entre les sites économiques.

Grâce à sa politique intelligente, la Suisse a créé d'excellentes conditions-cadre au fil des décennies. Nous nous trouvons toujours en tête de peloton dans les rankings internationaux. Mais les avantages comparatifs sont un objectif mobile. D'autres essaient d'être meilleurs, alors que nous risquons de faire des erreurs. Je pense dans ce contexte à l'initiative Minder et à la mise en péril de la libre circulation des person-

nes. Ou encore au refus de voir la réalité en face lors du vote sur le taux de conversion. Il est illusoire de croire que nous pouvons fixer en Suisse à quel niveau doit se situer la valeur sur le marché des managers à la tête de conglomérats mondiaux. Mais nous pouvons avoir une influence pour la déclaration de leurs revenus chez nous ou ailleurs. Je préfère qu'ils le soient dans notre pays.

Pour que nous figurions parmi les premiers pays les plus compétitifs de notre planète, il faut que la politique veillant à garantir l'attractivité de notre site soit une tâche permanente. A mon avis, il faut agir surtout dans les six domaines suivants.

1. Le premier facteur important pour garantir l'attractivité de notre site est un cadre macro-économique solide. En font partie une politique monétaire axée sur la stabilité, une politique financière efficace, des impôts compétitifs et la garantie de la concurrence.
2. Le deuxième facteur est ce que j'appelle le processus visant à favoriser la capacité d'innovation des entreprises sur le plan structurel. En fait partie tout ce qui touche à la formation et à la recherche, la libre circulation des meilleurs talents et les mesures visant à éviter tout excès de réglementation. Par rapport à la superficie de la Suisse, notre économie est si importante que les propres talents ne suffisent de loin pas à en assurer un fonctionnement adéquat.
3. Le troisième facteur est l'ouverture des marchés, tant des marchés mondiaux que des marchés intérieurs. Le commerce extérieur qui représente 56% du PIB est essentiel pour la Suisse. C'est pourquoi les tendances protectionnistes susmentionnées me préoccupent. Mais il y a des risques provoqués sur le plan interne. Les processus visant à tripatouiller la libre circulation, phénomène incontournable pour recruter des talents, pourraient entraîner l'écroulement d'un des piliers porteurs de notre bien-être. Cela mettrait aussi en mise en péril les accords bilatéraux qui y sont liés. Car n'oublions pas que l'UE est de loin notre principal partenaire commercial.
4. Le quatrième facteur, souvent sous-estimé dans sa portée, est la flexibilité comparativement élevée du marché du travail. C'est une des raisons essentielles de notre niveau élevé de l'emploi, qui nous est envié par nos pays voisins. Mais on peut si bien politiser au nom de la justice sociale suprême en lançant le débat sur les salaires minimaux, la protection contre le licenciement, les prescriptions sur le temps de travail, les mesures d'accompagnement, etc. Les retombées négatives d'un marché du travail figé prouvent qu'une protection trop accrue va à l'encontre des parties à protéger.
5. Le cinquième facteur, une infrastructure fiable, est une condition qui va de soi pour garantir une économie performante. Nous devons investir en permanence afin de garantir la sécurité de notre infrastructure future. C'est intentionnellement que je ne m'exprimerai pas sur la politique énergétique. Mais j'espère que les nombreux espoirs soient exaucés en vue de l'abandon du nucléaire, dont l'euphorie bat son plein en ce moment.
6. La sécurité sociale, sixième facteur, joue aussi un rôle décisif. Les personnes se sentant socialement protégées prennent plus de risques, processus qui stimule la croissance. Il est plus facile d'imposer les restructurations nécessai-

res d'entreprises lorsqu'il y a un filet social de sécurité. Mais ce filet ne saurait surcharger l'économie et les cotisants. J'ai toujours appuyé nos assurances sociales et mon attitude n'a pas changé. Comparées à l'étranger, elles sont conçues dans un cadre raisonnable. Mais comme tout un chacun le sait, l'évolution démographique est susceptible tôt ou tard d'ébranler cet édifice social et les finances publiques. Inutile de dire qu'un tel processus aurait des conséquences fatales, de sorte que les générations futures en feraient les frais. Nombreux sont ceux qui, dans les milieux politiques, ferment les yeux devant cette éventualité. Les prestations promises par l'Etat qui ne sont pas financées correspondent à un endettement public indirect. Je crains que les marchés n'en aient pas encore tenu compte dans la crise actuelle de l'endettement.

Pour résumer, nous devons agir dans tous les domaines susmentionnés. La politique devra prendre des décisions propres à garantir durablement l'attractivité de notre site économique. Le mode de ses décisions sera d'une grande importance pour la génération de nos enfants.

V.

L'économie et la politique sont sollicités

Le bien-être est généré par l'économie. Emplois, prestations sociales, subventions pour la promotion du cinéma, chaires pour la sociologie, etc. sont impensables sans une économie performante. On dit du mal de l'impact économique uniquement là où le bien-être est devenu une chose si naturelle que l'on ne voit plus ce lien élémentaire. L'expérience nous apprend que seule l'économie de marché est en mesure de générer un bien-être qui soit suffisant. Mais l'économie a besoin à cette fin d'espaces libres en suffisance de façon à ce qu'elle puisse développer ses innovations et permettre le jeu des marchés. La puissance des entreprises est freinée par la concurrence.

L'économie de marché a besoin d'un Etat limité, mais fort et crédible en tant qu'instance suprême. C'est une opinion que j'ai toujours défendue. Mes considérations montrent combien la politique est importante pour le succès de l'économie. C'est pourquoi il est superflu de se demander si seule la politique ou l'économie a véritablement son mot à dire. Là où l'Etat tombe en défaillance (le cas de la Grèce illustre, je crois, fort bien la situation), il y aura moins de bien-être au même titre que dans les cas où l'on n'octroie pas suffisamment de marge de manœuvre à l'économie.

Lors de la crise des subprimes, les gouvernements et les banques centrales ont engagé les mesures qui s'imposaient. Après cela, les forces estimant le capitalisme de nuisible et le renforcement nécessaire des interventions étatiques ont été confortés dans leur opinion.

Je suis le dernier qui serait légitimé à embellir les graves erreurs commises dans le secteur financier. En fin de compte, j'ai été élu au conseil d'administration d'UBS dans le but de les réparer. Il ne faut pas qu'elles se reproduisent. Mais les causes de toutes les crises sont dues à des lacunes politiques. Qu'il s'agisse de la politique monétaire des Etats-Unis par trop souple pendant une longue période, de sa politi-

que foncière négligente, de la régulation procyclique et de la politique financière irresponsable d'une grande partie des Etats industrialisés. Mais fort heureusement, la Suisse fait exception à la règle.

Par conséquent, il est d'erroné d'attribuer la faute à l'économie de marché. Bien au contraire, la maîtrise durable de la crise actuelle réussira uniquement en recourant aux forces du marché et non en s'y opposant. Cela ne veut pas dire que les dirigeants économiques peuvent se reposer sur leurs lauriers, les banques ne font pas exception à la règle, elles sont aussi appelées à agir. L'économie doit assumer ses responsabilités et contribuer au bien-être durable en s'engageant sans relâche pour l'innovation et des prestations fiables.

Nous sommes plus que jamais tributaires de l'économie de marché. J'ai quelques réserves à l'égard de la mentalité de Wallstreet, mais je crois tout de même que les manifestants frappent à la mauvaise porte.

Conclusion

La Suisse est placée devant de gros défis. La compétitivité globale requiert un processus d'adaptation continu. Dans le même temps, la pression sociale sur la politique est énorme, au même titre que la résistance face aux réformes nécessaires.

Celui qui doit agir se trouve dans une situation difficile, qu'il s'agisse des milieux politiques ou de l'économie privée. Il doit souvent trouver un équilibre entre les conflits d'objectifs, par exemple entre un niveau de salaire ressenti comme choquant et la garantie de l'activité commerciale y étant liée.

Celui appelé à agir ne sait pas comment sera l'avenir. Il doit décider à temps, même si tout n'est pas clair. Il doit souvent soupeser les conflits d'objectifs, surmonter ses propres incertitudes et se salir parfois les mains sans le vouloir. Et à la fin, il doit se mesurer aux résultats concrets et en assumer la responsabilité. Agir c'est souvent un acte pas toujours cohérent, il est inévitablement accompagné d'erreurs et jamais idéal.

Nous sommes un peuple enclin à critiquer ceux qui s'attaquent concrètement à la résolution d'un problème et à porter les critiqueurs au rang de visionnaires. Mais en fin de compte, seules les mesures engagées pour l'avenir du site économique et le bien-être de la Suisse comptent. Et ce ne sont pas les critiques. Vous faites tous partie de ceux qui agissent ! Je vous remercie d'ores et déjà de votre contribution au bien-être de notre pays.

Traduction Françoise Gilg, traductrice à la Société Suisse des Entrepreneurs (SSE)